

Un an après le début de la pandémie, les relations se sont fortement dégradées entre gouvernants et scientifiques. Les seconds ayant conquis un authentique pouvoir médiatique

# Politiques et médecins, un couple en pleine crise

## Scènes de ménage

**La ministre déléguée à l'Industrie Agnès Pannier-Runacher a annoncé mardi que la France allait produire « d'ici la fin de l'année 250 millions de doses de vaccins ». Symbole de l'accélération de la campagne vaccinale, le Stade de France a ouvert ses portes aux premières piqûres.** En trois mois, douze millions d'injections ont été administrées aux Français. Le gouvernement a aussi lancé une campagne grand public pour inciter la population affectée par la crise sanitaire à parler de son état psychologique.

Anne Bayle-Iniguez et Nathalie Segaines

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? En un an de crise sanitaire, c'est peu dire que les relations se sont dégradées entre pouvoir politique et scientifique. Certes, le conflit ne peut éclater trop fortement devant les Français, car les deux parties y perdraient. Mais la défiance s'est installée entre responsables politiques et sommités scientifiques au fil des choix de l'exécutif sur le confinement, sur les écoles ou sur la compréhension des indicateurs.

A l'Elysée, Emmanuel Macron, qui voulait, en mars 2020, « écouter celles et ceux qui savent », a pris ses distances avec son propre Conseil scientifique, dont les avis sont publiés de plus en plus

tardivement et sont de moins en moins suivis d'effet. « En un an, la connaissance a progressé, les divergences entre spécialistes sont apparues et d'autres critères se sont imposés avant toute décision, résume-t-on à l'Elysée. Emmanuel Macron ne s'appuie plus seulement sur un rationnel scientifique, mais aussi sur un rationnel économique, politique, sociétal... »

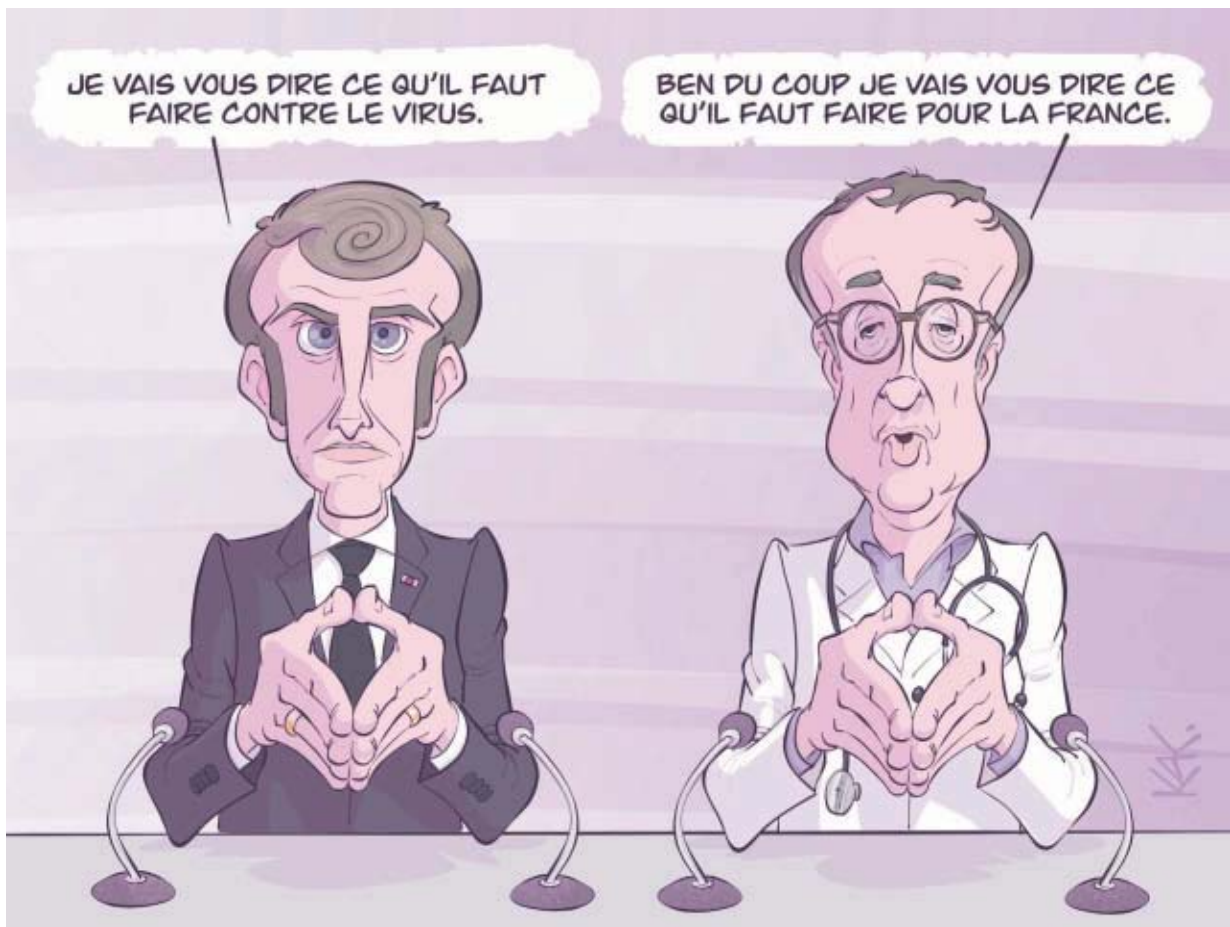
Depuis un an par ailleurs, les médecins, omniprésents sur les ondes, ont acquis un authentique pouvoir médiatique, malgré leurs divergences. Axel Kahn, Gilbert Deray, Eric Caumes, Gilles Pialoux, Karine Lacombe, Martin Blachier, Arnaud Fontanet, Philippe Amouyel ne sont plus inconnus des Français, quand ils ne sont pas devenus des « stars » du petit écran. « C'est un vrai lobby, au sens classique du terme », résume un praticien proche du pouvoir politique.

**Mandarins.** « Certains politiques considèrent que le lobby des médecins est insupportable, les défend Jean-François Eliaou, député LREM de l'Hérault et immunologiste. Mais lorsqu'ils s'expri-

ment dans le débat public, les médecins sont des lanceurs d'alerte, ils sont dans leur rôle. Car je ne suis pas sûr que les décideurs politiques soient toujours parfaitement informés. Il y a nécessité d'alerter, mais sans agressivité.»

Jean-François Delfraissy trop vieux, Philippe Juvin trop engagé à droite, Martin Hirsch trop proche d'Anne Hidalgo, etc. L'exécutif distille en coulisse depuis plusieurs semaines les mises en causes personnelles à l'égard des « médecins

●●● Page 2



KAK

## Politiques et médecins, un couple en pleine crise

### ●●● Suite de la page 1

de plateaux » qui non seulement leur volent la vedette, mais en plus se permettent de critiquer leurs décisions. Leur reprochant globalement de faire « trop de politique »...

Si le vif intérêt des médecins pour la chose publique ne date pas d'hier (c'est le principe de « biopouvoir » théorisé par Michel Foucault il y a près de cinquante ans), la crise a sans conteste permis aux plus ambitieux de tirer la couverture médiatique.

Qui sont-ils ? Beaucoup ont été biberonnés à la politique dans les arcanes de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Beaucoup font aussi partie du petit club élitiste des professeurs des universités-praticiens hospitaliers, ces 4 300 pontes, à 80 % des hommes, âgés de 55 ans en moyenne, très souvent chefs de service, chercheurs et enseignants à l'université. Un sur trois est salarié de l'AP-HP.

**Capharnaüm.** De par son organisation interne, le CHU francilien, ville dans la ville qui regroupe 39 hôpitaux, a quelque part contribué à l'émergence de la culture politique de ces grands professeurs que Patrick Pelloux aime à qualifier de « mandarins ». Pour exister à « l'AP », il faut jouer des coudes et faire sa place au sein d'instances dirigeantes protéiformes, en premier lieu à la commission médicale d'établissement (CME), parlement des 12 000 médecins du CHU. Son président, le professeur Rémi Salomon, néphrologue, s'est illustré en novembre en suggérant de « couper la bûche en deux » et d'envoyer « papi et mamie manger dans la cuisine » - formule pour laquelle il a ensuite présenté ses excuses.

Au regard de son gigantisme, l'AP-HP fonctionne avec six commissions médicales locales supplémentaires et dix départements médicaux universitaires, originalité inventée par Martin Hirsch en 2019, qui divise le pouvoir médical tout en créant davantage de postes de petits patrons. Ce petit monde se réunit traditionnellement le premier mardi de chaque mois pour parler projet médical, temps de travail, organisation interne et... politique. Le 12 janvier, la commission médicale a ainsi adopté à l'unanimité une motion afin d'« attirer l'attention du ministre de la Santé sur le malaise créé dans le corps des praticiens hospitaliers par les modalités retenues pour la revalorisation de leur grille salariale ». Le 25 février, une délégation en a remis une couche lors d'un échange avec le gouvernement.

Avec l'installation d'un état de crise depuis un an, la mince frontière entre le corps médical pourvoyeur d'expertises et les décideurs pourvoyeurs d'instructions a volé en éclats. La confusion s'est installée au point d'inverser les rôles : Emmanuel Macron est devenu le premier épidémiologiste du pays ; de lanceurs d'alerte il y a douze mois, des scientifiques et membres du monde hospitalier se rêvent aux manettes du pays ou d'un ministère. « Et ils nous parlent comme si la médecine était une science exacte », s'agace un praticien.

Ce capharnaüm a contribué à la montée en puissance de spécialistes sortis de nulle part qui n'aiment rien moins que de présenter une opinion comme une expertise. « Ainsi est-il devenu possible d'avoir suffisamment confiance dans son seul ressenti (sans doute dopé en intraveineuse par un surdimensionnement de l'ego) pour trancher d'un simple coup de phrase - en reconnaissant ne rien y connaître ! - des questions vertigineusement complexes », résume le philosophe et physicien Étienne Klein dans son ouvrage *Je ne suis pas médecin, mais je...*

Les professionnels de la santé, forts de leur pouvoir médiatique désormais bien installé, ont-ils outrepassé leur rôle durant cette crise ? C'est ce que semblent penser les Français. Dans une étude de l'institut Harris Interactive pour Pergamon publiée le 18 mars, 54 % d'entre eux jugent que les scientifiques « doivent s'engager, que ce soit pour permettre aux Français de comprendre la situation ou pour permettre au gouvernement de prendre la bonne décision ». Mais ils jugent aussi, à 70 %, que les décisions doivent rester de l'initiative et de la responsabilité des seuls dirigeants politiques.

« Les scientifiques sont attendus dans une position de conseil, mais la décision, les Français le soutiennent, est elle du registre du politique », conclut l'institut. Fin novembre 2019, quelques mois avant le début de la crise sanitaire, ils étaient pourtant 48 % à estimer que les responsables politiques devaient suivre exactement les recommandations des scientifiques pour répondre aux enjeux de santé publique...

@anne\_bayle  @NSegaunes 

**Avec l'installation  
d'un état de crise  
depuis un an, la mince  
frontière entre le corps**

*médical pourvoyeur  
d'expertises et les  
décideurs pourvoyeurs  
d'instructions a volé  
en éclats*



SIPA PRESS

En l'espace d'un an, **Arnaud Fontanet** est l'un des scientifiques dont le visage est devenu familier des Français.